



REPUBLIQUE DE LA GUINÉE-BISSAU
Ministère des Finances

**4ème édition des
Rencontres du Marché des
Titres Publics de l'UEMOA**

VIRTUEL
25 au 27
janvier 2022

PLAN DE PRESENTATION

Maitrise de l`endettement public : Impact sur l`exécution des finances publiques et la croissance

- **A – BREF APERÇU DU PAYS**
- **B – SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE**
- **C – PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME**
- **D – ORIENTATION DE LA STRATÉGIE D`ENDETTEMENT À MOYEN TERME**
- **E – CALENDRIER DES ÉMISSIONS 2022**

BEM VINDOS À GUINÉ-BISSAU

- La Guinée-Bissau couvre une superficie de 36 124 km², avec une population de 1,87 million d'habitants, dont 49% vivent en milieu rural. Le pays est limité au Nord par le Sénégal et à l'Est et au Sud par la Guinée, pays avec lesquels il entretient des échanges commerciaux réguliers.
- La Guinée-Bissau est un pays lusophone, qui a eu son indépendance le 24 septembre 1973 après onze ans de lutte armée contre le pays colonisateur (Portugal).
- La langue officielle est le portugais et la langue nationale est le créole de la Guinée-Bissau. Mais nous avons plusieurs autres langues ethniques au pays. Une minorité de la population parle français.
- Plus de 60% de la population a moins de 25 ans et l'amorce d'une transition démographique dans la décennie à venir offre de nouvelles opportunités. Ces jeunes n'ont connu ni la colonisation, ni la lutte pour l'indépendance. Ils vivent dans une époque où l'information et les valeurs du monde entier circulent et se mélangent.

B – SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

- L'économie de la Guinée-Bissau, à l'instar des autres pays, a été marquée de façon générale, par la suite de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19, comme conséquence la croissance a ressorti en 2020 à 1,5% suite à des mesures restrictives prise par le gouvernement.
- L'État a conclu un Programme de Suivi non financier avec FMI au mois de juillet 2021, en vue de bâtir les bases pour la mise en place d'un programme ECF à fin 2021 ou début 2022. Dans ce cadre, plusieurs mesures ont été convenues avec le FMI, portant sur l'amélioration du contrôle des dépenses, la mobilisation des recettes, la gouvernance et le renforcement de la stabilité du secteur financier.
- Au plan macroéconomique, le pays a bénéficié des effets positifs de la forte hausse au-delà de la prévision du volume de production et d'exportation comme conséquence un contrôle maîtrisé de processus de l'évacuation et d'exportation de la noix de cajou, principal produit d'exportation de la Guinée-Bissau.

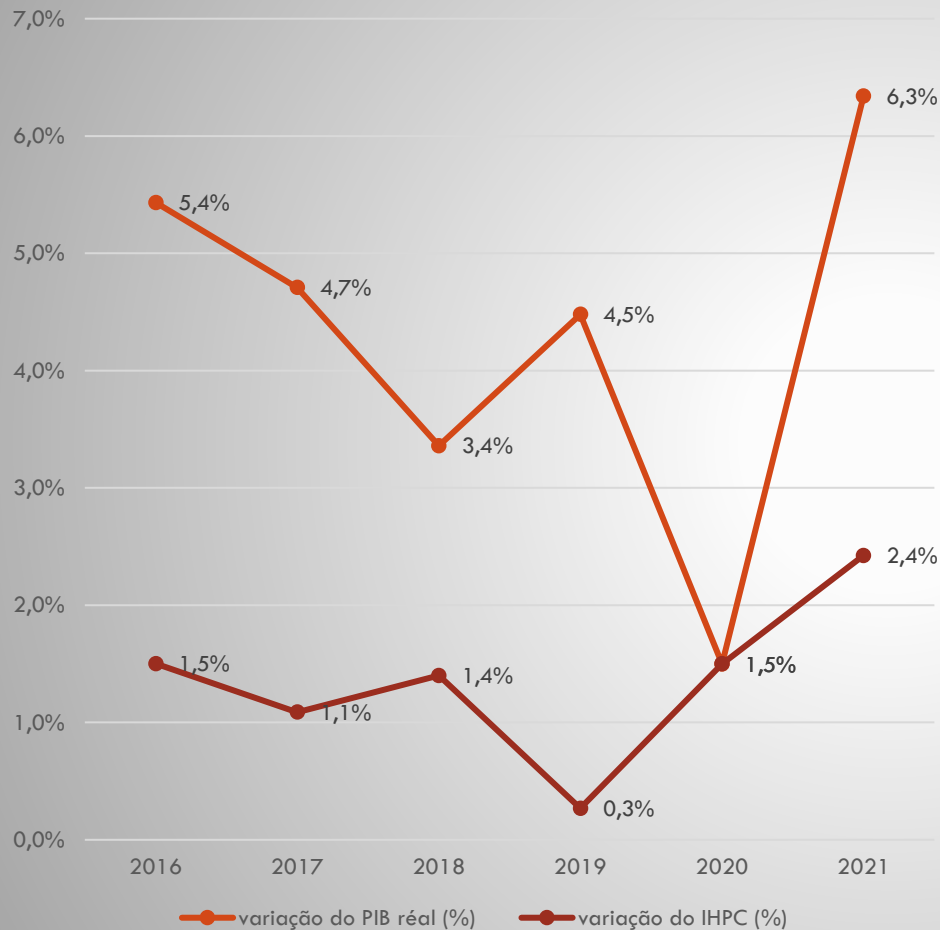
B – SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

(suite)

Les diagnostics posés lors de la session de septembre 2021 ont révélé que l'évolution des indicateurs des différents secteurs arguments pour une révision en taux de croissance économique élevé pour l'année 2021. Ainsi par rapport à un taux de croissance de 3,3% en avril de l'année en cours, il est prévu que le Produit Intérieur Brut (PIB) croîtra de 6,3%, également de 4,8 pp en plus, un taux enregistré en 2020. Pour la bonne performance de l'année 2021 (dynamique de croissance économique), le secteur réel apparaît comme un moteur majeur à travers l'agriculture, autres industries, la construction, le commerce et réparation etc.

B – SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

(suite)



- L'inflation devrait demeurer dans la limite de la norme communautaire fixé à 3%.
- En moyenne annuelle, elle se situera en 2,4% expliqué par l'augmentation des prix lié aux mesures gouvernementales relative au pandémie du COVID-19

B – SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

(suite)

Finance Publiques	2020	2021
	(en milliards de FCFA)	
<u>Recettes et dons</u>	134,5	159,2
recettes budgétaires	99,8	119,3
recettes fiscales	67,8	93,5
Autres recettes (don. exclu)	32,0	25,8
Dons	34,7	39,9
<u>Dépenses totales et emprunts nets</u>	219,8	225,5
Dépenses courantes	148,7	158,0
Dépenses en capital (ressources budgétaires)	9,9	17,5
Dépenses en capital (ressources externes)	61,1	50,0
Solde global (base engagement)		
Dons. excl	-120,0	-106,2
Dons. incl	-85,3	-66,3
	(en % de PIB)	
<u>Recettes et dons</u>	14,6%	15,8%
Recettes budgétaires	10,9%	11,9%
Recettes fiscales	7,4%	9,3%
Autres recettes (don. exclu)	3,5%	2,6%
Dons	3,8%	4,0%
<u>Dépenses totales et emprunts nets</u>	23,9%	22,4%
Dépenses courantes	16,2%	15,7%
Dépenses en capital (ressources budgétaires)	1,1%	1,7%
Dépenses en capital (ressources externes)	6,6%	5,0%
Solde global (base engagement)		
Dons. excl	-13,1%	-10,6%
Dons. incl	-9,3%	-6,6%
Situation de la dette publique	69,9%	73,1%

C – PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME

INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES	2020	2021
Setor Real		
PIB nominal (en milliards FCFA)	919	1.005
PIB par tête de la population (en FCFA)	499.193	534.075
PIB par tête de la population (en \$ E.U.)	868	972
(en variation annuel)		
PIB nominal	3,8%	9,3%
PIB réel 2015	1,5%	6,3%
Secteur primaire	3,2%	6,3%
<i>Caju</i>	-6,2%	9,0%
Secteur secondaire	1,4%	6,8%
Secteur tertiaire	2,5%	5,3%
Déflateur	2,3%	2,8%
IHPC	1,5%	2,4%
Contas Externas		
(en milliards FCFA)		
Exportations des biens FOB	115,0	145,0
Exportation de la noix de cajú	110,4	139,8
Importation FOB	180,0	184,4
Solde global - Balance des paiements	52,7	39,8

C – PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (suite)

Situation monétaire intégrée		2020	2021
(en milliards de FCFA)			
Avoirs extérieurs nets		270,3	302,7
Crédit interne		194,4	217,8
Masse monétaire (M2)		399,2	458,9
(en % de PIB)			
Avoirs extérieurs nets		29,4%	30,1%
Crédit interne		21,1%	21,7%
Masse monétaire (M2)		43,4%	45,7%
Indicateurs de convergence			
Solde global incl. dons (% PIB)	>= -3%	-9,3%	-6,6%
Taux d'inflation	<= 3%	1,5%	2,4%
Masse salariale / Recettes fiscales	<= 35%	78,1%	62,4%
Dettes/PIB	<= 70%	69,9%	73,1%
taux de pression fiscale	>= 20%	7,4%	9,3%

C – PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (suite)

INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES	2022	2023	2024
Setor Real			
PIB nominal (en milliards FCFA)	1.052	1.104	1.153
PIB par tête de la population (en FCFA)	547.074	561.508	573.961
PIB par tête de la population (en \$ E.U.)	1.007	1.049	1.085
	(en variation annuel)		
PIB nominal	4,7%	4,9%	4,5%
PIB réel 2015	3,6%	3,8%	3,6%
Secteur primaire	4,1%	4,0%	3,5%
<i>Caju</i>	5,0%	4,0%	3,5%
Secteur secondaire	4,0%	5,9%	6,5%
Secteur tertiaire	2,9%	3,0%	2,8%
Déflateur	1,0%	1,1%	0,9%
IHPC	1,6%	1,6%	1,6%
Contas Externas			
	(en milliards FCFA)		
Exportations des biens FOB	148,4	153,2	153,6
Exportation de la noix de cajú	143,3	147,3	147,9
Importation FOB	188,3	194,0	200,9
Solde global - Balance des paiements	34,3	27,7	10,4

C – PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (suite)

Finance Publiques	2022	2023	2024
	(en milliards de FCFA)		
Recettes et dons	<u>170,9</u>	<u>185,4</u>	<u>190,7</u>
recettes budgétaires	134,2	148,4	153,7
recettes fiscales	102,4	115,1	119,7
Autres recettes (don. exclu)	31,8	33,4	34,0
Dons	36,7	37,0	37,0
Dépenses totales et emprunts nets	<u>217,7</u>	<u>221,6</u>	<u>223,2</u>
Dépenses courantes	148,4	149,8	151,0
Dépenses en capital (ressources budgétaires)	15,2	15,2	15,2
Dépenses en capital (ressources externes)	54,0	56,5	57,0
Solde global (base engagement)			
Dons. excl	-83,5	-73,1	-69,5
Dons. incl	<u>-46,8</u>	<u>-36,1</u>	<u>-32,5</u>
	(en % de PIB)		
Recettes et dons	<u>16,2%</u>	<u>16,8%</u>	<u>16,5%</u>
Recettes budgétaires	12,8%	13,5%	13,3%
Recettes fiscales	9,7%	10,4%	10,4%
Autres recettes (don. excl)	3,0%	3,0%	2,9%
Dons	3,5%	3,4%	3,2%
Dépenses totales et emprunts nets	<u>20,7%</u>	<u>20,1%</u>	<u>19,4%</u>
Dépenses courantes	14,1%	13,6%	13,1%
Dépenses en capital (ressources budgétaires)	1,4%	1,4%	1,3%
Dépenses en capital (ressources externes)	5,1%	5,1%	4,9%
Solde global (base engagement)			
Dons. excl	-7,9%	-6,6%	-6,0%
Dons. incl	<u>-4,4%</u>	<u>-3,3%</u>	<u>-2,8%</u>
Situation de la dette publique	73,8%	72,2%	71,8%

C – PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (suite)

Situation monétaire intégrée		2022	2023	2024
(en milliards de FCFA)				
Avoirs extérieurs nets		330,2	341,2	326,0
Crédit interne		222,1	224,5	227,7
Masse monétaire (M2)		480,4	503,9	526,5
(en % de PIB)				
Avoirs extérieurs nets		31,4%	30,9%	28,3%
Crédit interne		21,1%	20,3%	19,7%
Masse monétaire (M2)		45,7%	45,7%	45,7%
Indicateurs de convergence				
Solde global incl. dons (% PIB)	>= -3%	-4,4%	-3,3%	-2,8%
Taux d'inflation	<= 3%	1,6%	1,6%	1,6%
Masse salariale / Recettes fiscales	<= 35%	59,0%	53,5%	52,5%
Dettes/PIB	<= 70%	73,8%	72,2%	71,8%
taux de pression fiscale	>= 20%	9,7%	10,4%	10,4%

D – ORIENTATION DE LA STRATÉGIE D'ENDETTEMENT À MOYEN TERME

• CADRE INSTITUTIONNEL DE GESTION DE LA DETTE

le cadre institutionnel a connu des profondes restructurations tant au niveau de sa composition comme également au niveau de son fonctionnement, il a été renforcé avec (3) trois textes portant sur la gestion de la dette publique en Guinée-Bissau, au mois de juin 2021 avec un Décret des conseils des Ministres et du Gouvernement n°28/2021.

- Décret n° 28/2021 créant le Comité National de la Dette Publique
- Décret n°29/2021 sur la Gestion de la Dette Publique
- Décret n°30/2021 sur le fonctionnement de la Direction Générale de la Dette Publique

E – CALENDRIER DES ÉMISSIONS 2022

- ***Bilan des émissions de l'Etat de Guinée Bissau sur l'année 2021***

L'Etat de Guinée Bissau est intervenu sept (7) fois sur le Marché des Titres Publics sur l'année 2021. Onze (11) titres ont été émis sur le marché des titres publics, pour un montant total mobilisé de 111,29 milliards de FCFA.

Les interventions de l'Etat de la Guinée-Bissau ont retenu l'attention des investisseurs avec un taux de couverture des émissions 294% contre 193% enregistré en 2020 (sans prise en compte des Bons Social COVID-19). L'ensemble des interventions sur l'exercice ont porté sur 6 points de maturités (3 mois, 6 mois, 1 an, 3 ans, 5 ans et 7 ans), l'Etat de Guinée-Bissau est intervenu pour la première fois sur du 7 ans in fine.

E – CALENDRIER DES ÉMISSIONS 2022 (suite)

○ Principaux indicateurs 2021

- Les 11 opérations de la Guinée-Bissau lui ont permis de mobiliser 111,29 milliards de FCFA en baisse de 0,06% par rapport au montant mobilisé en 2020 de 111,36 milliards de FCFA ;
- La taille moyenne des émissions est de 9 milliards de FCFA ;
- La Guinée-Bissau est intervenu régulièrement sur tous les trimestres de l'année 2021 (2 fois au 1^{er} trimestre, 3 fois au 2^{ème} trimestre et une fois pour les deux derniers trimestres);
- Aucun des titres ont fait objet d'abondement au cours de l'année ;
- Toutes les émissions ont porté sur des maturités standards ;
- Deux changements d'émissions par rapport aux émissions prévues sur le calendrier initial ;
- Les délais de transmission des TIT pour les émissions sont respectés.

E – CALENDRIER DES ÉMISSIONS 2022 (suite)

○ Perspectives 2022

- L'Etat de Guinée-Bissau va intervenir sept (7) fois sur l'année de manière régulière et sur un jour fixe qui est **le mardi**, afin de donner de la prévisibilité aux investisseurs ;
- Procéder à l'abondement systématiques sur les maturités 5 et 7 ans ;
- Le montant unitaire des émissions classiques (hors adjudications ciblées et opérations spécifiques) sera de **10 et 13 milliards de F CFA** sur les maturités entre 3 mois et 7 ans ;
- Intervenir sur tous les segments de la courbe allant du court au moyen terme ;
- La mise en place d'une **gestion active de la dette** pour lisser notamment le service de la dette en 2022 se matérialiseront en procédant éventuellement à des **opérations de rachat** ;
- Mettre en place une stratégie de gestion de la relations avec des investisseurs ;

E – CALENDRIER DES ÉMISSIONS 2022 (suite)

Sur la base de la décomposition de la nouvelle dette 2022 et du profil d'extinction de la dette actuelle (échancier global et échancier infra annuel), le calendrier d'émissions se présente comme la suite :

Mois	Jour	Type	Montant	Nouveau gisement/ Assimilation
janvier/22	25	OAT_ 5 ans	11 000,00	Nouveau
mars/22	08	BAT_ 6 mois	10 000,00	Nouveau
avril/22	05	OAT_ 7 ans	12 500,00	Nouveau
mai/22	10	BAT_ 3 mois	10 000,00	Nouveau
juillet/22	26	OAT_ 5 ans	11 000,00	Abondement OAT25/01/2022
septembre/22	13	BAT_ 1 na	10 000,00	Nouveau
novembre/22	08	OAT_ 7 ans	12 500,00	Abondement OAT05/04/2022
Total à mobiliser			77 000,00	

Guinée-Bissau 2022

Venez investir au pays d`
Amílcar Cabral

MUITO OBRIGADO !

www.mef.gw